



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

La préfète de la Haute-Savoie

Annecy, le mercredi 25 juin 2025

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n°PAIC-2025-0042
instituant des servitudes d'utilité publique -ancien dépôt pétrolier
société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE
sur SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS (74160)**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-12, R. 515-31-1 à R. 515-31-7 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-010 du 7 avril 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 1997 modifié réglementant l'ensemble des activités exercées par la société SARAM dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Julien-en-Genevois ;

VU la déclaration de changement d'exploitant adressée par la société TOTAL Raffinage Marketing le 29 septembre 2005 ;

VU les rapports d'études réalisés par TOTALENERGIES MARKETING FRANCE référencés ci-dessous :

- Plan de gestion Aire Stockage de l'ancien dépôt pétrolier d'octobre 2012
- Rapport de fin de travaux du 14 septembre 2016
- Dossier de demande de servitudes d'utilité publique de mars 2024



VU le rapport de l'inspection des installations classées du 3 mars 2025;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Saint-Julien-En-Genevois, émis le 23 mai 2025

VU l'avis de la société TotalEnergies Marketing France propriétaire des terrains visés par la servitude, émis le 9 mai 2025;

VU le rapport du 05 juin 2025 et les propositions de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement AUVERGNE-RHONE-ALPES ;

CONSIDÉRANT que les zones polluées recensées ont été traitées conformément au plan de gestion ;

CONSIDÉRANT que le plan de gestion adossé à l'analyse de risques résiduels mise à jour fait état de la nécessité de mettre en place des restrictions d'usage visant à garantir la compatibilité du site avec son nouvel usage, et la proposition de restriction d'usages de TOTALENERGIES MARKETING FRANCE en date de mars 2024;

CONSIDÉRANT que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont nécessaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Haute-Savoie :

ARRÊTE

Article 1

Sur le territoire de la commune de Saint-Julien-en-Genevois, des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur les parcelles suivantes :

Commune	Références cadastrales		Superficie
	Section	Parcelle	
Saint Julien en Genevois	AN	113	1979
Saint Julien en Genevois	AN	114	69
Saint Julien en Genevois	AN	115	78
Saint Julien en Genevois	AN	116	75
Saint Julien en Genevois	AN	117	45
Saint Julien en Genevois	AN	118	45
Saint Julien en Genevois	AN	132	306
Saint Julien en Genevois	AN	133	99
Saint Julien en Genevois	AN	134	42
Saint Julien en Genevois	AN	135	2505
Saint Julien en Genevois	AN	136	3949
Saint Julien en Genevois	AN	137	536
Saint Julien en Genevois	AN	138	966
Saint Julien en Genevois	AN	139	15

L'article 2 précise l'énoncé de chacune des servitudes d'utilité publique.

Les documents suivants sont joints :

- Annexe 1 : Un plan parcellaire des terrains faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R515-31-2 ;
- Annexe 2 : plans de positionnement des échantillons présentant des teneurs résiduelles au terme des opérations de dépollution

L'utilisation du site, et notamment les modalités d'édification de nouvelles constructions devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe.

Article 2

1. Usage des terrains

Prescription 1.1 : aménagement du site et définition du changement d'usage

Les parcelles AN 113, 114, 115, 116, 117, 118, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138 et 139 sont réservées à un usage de type industriel ou artisanal comprenant des zones à espace fermé (hangars ou bâtiments à usage de bureaux) et/ou des zones extérieures à espace ouvert (espaces verts, voiries, parkings). Tout autre usage y est interdit.

Les projets d'aménagement qui modifient les hypothèses utilisées pour l'établissement du schéma conceptuel (vecteurs de transfert, cibles, voies d'exposition) ou les paramètres d'entrée de l'analyse des risques résiduels sont des changements d'usage qui doivent respecter les dispositions de la prescription 1.2

Prescription 1.2 : modalités de modification d'usage

Toute modification de l'usage de ce site, au sens de l'article R.556-1-B du code de l'environnement ou des dispositions de la présente servitude, est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures permettant de justifier que le risque résiduel est compatible avec le nouvel usage prévu.

Prescription 1.3: permis de construire et d'aménager

Le cas échéant, le pétitionnaire joint à sa demande de permis de construire ou d'aménager :

- un document justifiant que le projet ne constitue pas un changement d'usage ;
- ou, dans le cas d'un changement d'usage, une attestation d'un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent justifiant que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté, selon les modalités de l'article L. 556-1 du code de l'environnement.

2. Aménagements et dispositions constructives

Prescription 2.1 : dispositions constructives

Les dispositions constructives prises en compte comme hypothèses dans le cadre de la réhabilitation du site sont respectées. Elles concernent notamment :

- hauteur minimale sous plafond de 2,5 m,
- taux de renouvellement d'air minimal de 1 h⁻¹

L'efficacité de la ventilation est vérifiée après construction afin d'assurer le taux de renouvellement d'air prévu dans l'analyse des risques résiduels.

Les dispositions constructives ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf prescription 1.2)

Prescription 2.2 : aménagement jardins

Les plantations d'arbres ou de plantes destinées à l'alimentation humaine ou animale sont interdites.
Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf prescription 1.2)

Prescription 2.3 : eaux pluviales/ zones d'infiltration

La réalisation d'ouvrage d'infiltration dans des sols pollués est interdite.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf prescription 1.2)

Prescription 2.4 : canalisations eau potable

L'aménageur prend des dispositions nécessaires pour garantir l'étanchéité de toute canalisation d'eau potable vis-à-vis des pollutions résiduelles. Ces canalisations seront conçues de manière à empêcher tout transfert de substances depuis les sols encaissants vers l'eau des canalisations *via* les parois ou les joints (canalisations métalliques ou autre matériau anti-contaminant).

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf prescription 1.2)

3. Travaux

Prescription 3.1 : Réalisation de travaux

Tous travaux entrepris affectant le sol ou le sous-sol du site, notamment d'affouillement ou d'excavation de terres ou matériaux enterrés, font l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion et de précaution adaptées, conformément à la réglementation applicable. Le cas échéant, ils pourront faire l'objet d'un plan de retrait ou de confinement

Ces travaux n'ont pas pour effet de remobiliser, solubiliser, ou faire migrer les polluants notamment vers les eaux de surface et les eaux souterraines ou dans l'air. Tous les sols et matériaux d'excavation non réutilisés sur site devront faire l'objet d'une élimination en filière autorisée.

Les matériaux excavés et entreposés temporairement sur le site sont répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site, ...).

Chaque tas est clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, réutilisation comme remblai sur site notamment.

Toute réutilisation de terres polluées sur site est tracée, les polluants caractérisés (nature, tonnage, teneurs), et localisés sur un plan conservé par le propriétaire.

4. Eaux souterraines

Prescription 4.1 : Usage des eaux souterraines

L'utilisation des eaux souterraines au droit du site à des fins de consommation humaine directe ou indirecte, de consommation animale ou d'irrigation est interdite.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf prescription 1.2)

5. Autre servitude

Prescription 5.1 :

Il est utilement précisé qu'un pipeline actif de la société SPMR traversent le site. Ainsi, toute intervention au droit du site nécessite l'information préalable des propriétaires et la prise en compte de la réglementation anti-endommagement des réseaux.

Sont conservés les pipelines gérés par la SPMR et le respect des servitudes déjà existantes (voir **Annexe**), ainsi que l'accès au site pour leur maintenance.

Article 3 : information des tiers

En cas de mise à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie des parcelles visées à l'article 1, le propriétaire s'engage à informer les éventuels occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment, en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles visées à l'article 1, à informer le nouvel ayant-droit des restrictions d'usage visées ci-dessus, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place. Les études d'état des sols et des eaux souterraines à l'issue des travaux de réhabilitation, et les analyses des risques résiduels associées, sont transmises au nouveau propriétaire.

Article 4

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Annecy. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant, aux propriétaires des parcelles, au maire de Saint-Julien-en-Genevois

En vue d'assurer l'information des tiers :

- il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Haute-Savoie ;
- il est annexé aux documents d'urbanisme de la commune de Saint-Julien-en-Genevois, qui adresse le justificatif associé à la préfecture du département de Haute-Savoie ;
- il fait l'objet d'une publicité foncière par les soins de l'administration compétente.

Article 6

Les servitudes ci-dessus ne pourront être modifiées ou supprimées que dans les conditions prévues à l'article L. 515-12, 5e à 7e alinéas, du Code de l'environnement.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture du département de Haute-Savoie, la directrice de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture ainsi que sur le site internet de la préfecture, et dont une copie sera adressée au maire de Saint-Julien-en-Genevois.

Pour la préfète,
Le secrétaire général,



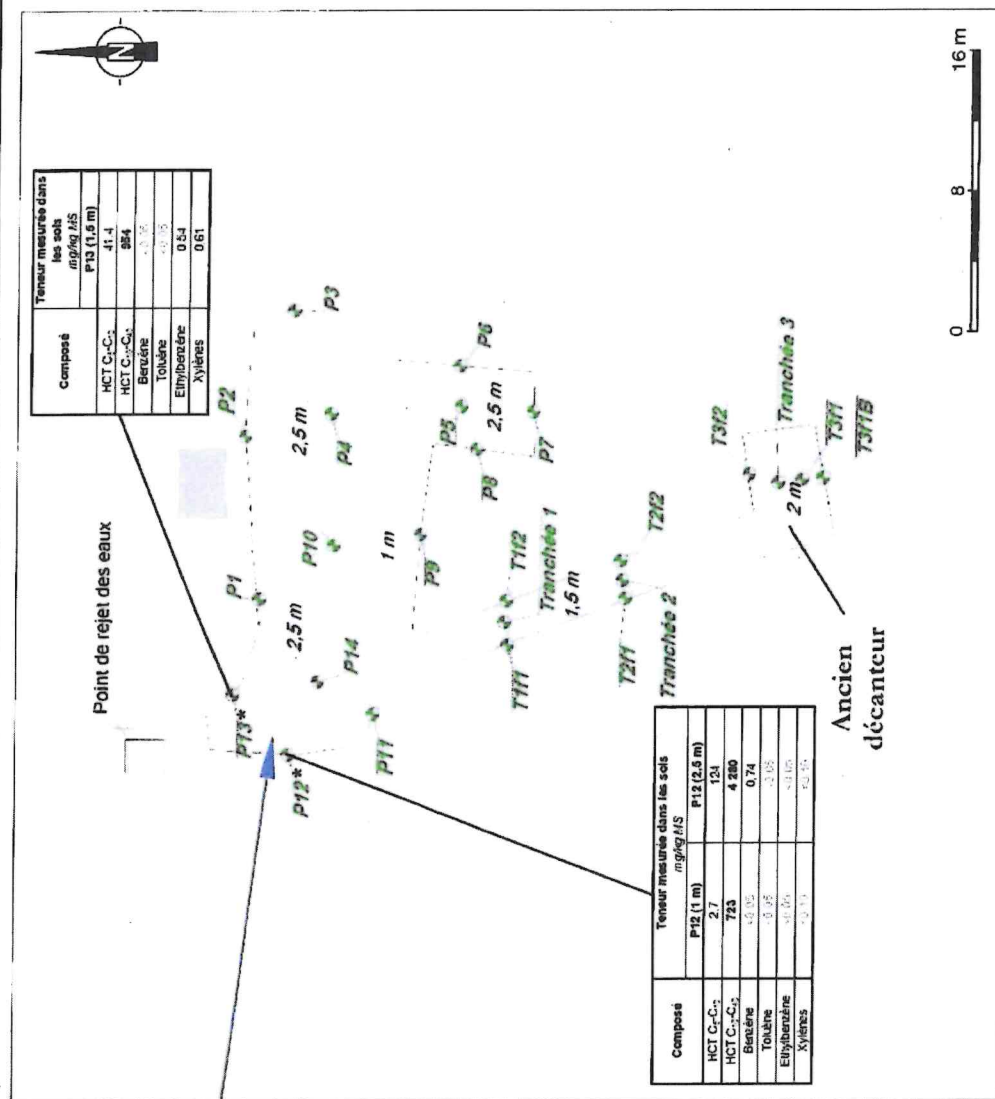
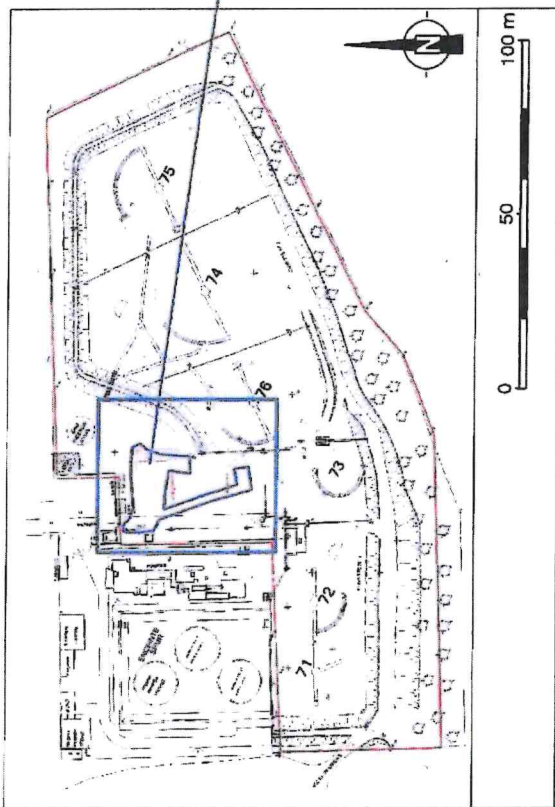
David-Anthony DELAVOËT

- Annexe 1 : Un plan parcellaire des terrains faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R515-31-2 ;
- Annexe 2 : plans de positionnement des échantillons présentant des teneurs résiduelles au terme des opérations de dépollution

ANNEXES

Annexe 1

Annexe 2



Composé	Teneur mesurée dans les sols (mg/kg MS)
HCT C ₁₀ -C ₁₅	41.1
HCT C ₁₅ -C ₂₀	854
Benzène	0.76
Toluène	0.75
Ethylbenzène	0.54
Xylènes	0.61

Composé	Teneur mesurée dans les sols (mg/kg MS)
HCT C ₁₀ -C ₁₅	2.7
HCT C ₁₅ -C ₂₀	723
Benzène	0.74
Toluène	0.74
Ethylbenzène	0.74
Xylènes	0.74

Légende :

Emprise de la zone de stockage

Zone ayant fait l'objet de travaux d'excavation

Prélèvements de sol réalisés en bords et fonds de fouille par TERE0 entre septembre 2013 et février 2014

* Présence d'échantillons présentant des teneurs en HCT C₁₀-C₄₀ supérieures à 500 mg/kg MS (seuil défini par l'administration dans son courrier du 24 mai 2013)

XXX Teneur inférieure à la limite de quantification du laboratoire

En gras Teneur supérieure à 500 mg/kg MS

LOCALISATION DES PRELEVEMENTS DE SOL REALISES LORS DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE 2013-2014

AECOM

AECOM France
Bureau De Paris
15, Rue De Babouin
92350 Le Gennevilliers

Titre DOSSIER DE DEMANDE D'INSTITUTION DE
SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Lieu SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS (74)

Client TOTALENERGIES MARKETING SERVICES

Ech. 1/400 et 1/2 000 Format A4

Date MARS 2024

Proj. 60709739

Ref. PAR-RAP-23-28253

Dess. JFJ Vérif. CYR

ANNEXE 13